

politique étrangère

LA GRANDE GUERRE

1914

2014

DE

ET LE MONDE DE DEMAIN

Printemps 2014



politique étrangère | 1:2014

— revue trimestrielle publiée par l'Institut français des relations internationales —

sommaire

- page 5 **Éditorial**
Ce numéro a été coordonné par Étienne de Durand.
- page 11 **UN LONG HÉRITAGE**
- page 13 **La Grande Guerre, en théories**
Par **Jospeh A. Karas** et **Joseph M. Parent**
Pour le meilleur ou pour le pire, consciemment ou non, les débats de spécialistes des relations internationales autour de la Grande Guerre ont structuré la manière dont nous pensons les problèmes actuels et dont nous pensons les problèmes à venir.
- page 27 **La « der des ders » : guerre totale, paix totale ?**
Par **Philippe Moreau Defarges**
La Grande Guerre doit être la dernière. Le 27 août 1928, le Pacte Briand-Kellogg déclare *la guerre hors la loi* ; 60 États adhèrent au texte. La Grande Guerre ne sera pas la « der des ders » ; mais une rupture capitale s'est produite.
- page 41 **L'héritage de la Grande Guerre : États souverains, mondialisation et régionalisme**
Par **Georges-Henri Soutou**
En 2014, le problème est de comprendre et de gérer simultanément ces trois réalités divergentes sinon contradictoires, nées ou accélérées à partir de 1914 : la mondialisation, le régionalisme et la survie d'un système westphalien d'États-nations.
- page 55 **Le commerce international est-il un facteur de paix ?**
Par **Jacques Fontanel**
La *pax mercatoria* relie les intérêts privés commerciaux aux choix publics, même pour le recours aux armes. Les échanges économiques n'ont pas toujours beaucoup de poids au regard des impératifs politiques de sécurité nationale.
- page 69 **QUELLES GUERRES POUR LE SIÈCLE ?**
- page 71 **1914-1918 et la redéfinition de la guerre**
Par **Hew Strachan**
Les combats de la Grande Guerre ne donnèrent pas de victoire décisive de nature à produire en elle-même un résultat stratégique, mais se terminèrent dans l'indécision et l'épuisement : les engagements eux-mêmes devinrent un processus d'usure.

- page 87 **L'armée française et la révolution militaire de la Première Guerre mondiale**
Par **Michel Goya**
L'armée française de 1918, avec l'aide croissante de ses alliés, est finalement victorieuse, mais pour cela, elle a dû effectuer la plus profonde et la plus rapide mutation de son histoire. Elle a jeté les bases d'une nouvelle organisation militaire dont les grands traits sont encore actuels.
- page 101 **L'EUROPE, ENTRE GUERRES ET PAIX**
- page 103 **Europe, d'une démilitarisation l'autre**
Par **Étienne de Durand**
À partir d'un tronc commun historique, l'expérience de la Grande Guerre et son prolongement dans la Seconde Guerre mondiale, l'Europe s'est militarisée et démilitarisée au gré des circonstances, sans que l'impact de ces variations soit maîtrisé dans la durée.
- page 117 **Une Europe démilitarisée ? Un regard américain**
Par **Klaus Larres**
Le débat transatlantique sur la « démilitarisation » de l'Europe a de l'avenir. Il est peu probable que, dans l'avenir proche, les États-Unis réussissent à pousser doucement les pays européens dans une direction plus militariste. Ce n'est d'ailleurs peut-être pas une mauvaise chose.
- page 131 **La place de l'Europe dans le monde : d'hier à demain**
Par **Jean-Pierre Chevènement**
Comment l'Europe en est-elle arrivée là ? Il faut, pour répondre à cette question, remonter un siècle en arrière pour comprendre comment la « boîte de Pandore » du xx^e siècle a été ouverte en 1914 et saisir *ab initio* le mouvement de dévalorisation des nations européennes.
- page 145 **1914-2014 : nation et nationalisme**
Par **Pierre de Senarclens**
La démocratie moderne a entretenu historiquement un rapport complexe et ambigu avec la nation, y trouvant ses origines autant que ses dérives et perversions. Elle doit aujourd'hui se développer à l'abri des illusions nationalistes du passé.
- page 157 **Allemagne : le passé qui ne passe pas**
Par **Hans Stark**
Comment pleurer ses morts alors que s'ouvrent les portes des camps, témoignant de l'accès de folie inouï d'une *Kulturnation* qui passe, entre 1914 et 1945, du stade de la militarisation à outrance à celui d'une déshumanisation extrême ?
- page 171 **UN NOUVEAU MONDE ?**
- page 173 **Le passé de l'Europe est-il l'avenir de l'Asie ?**
Par **Yoon Young-kwan**
De même que l'empereur Guillaume II avait ignoré les craintes de la France ou de la Russie, les dirigeants chinois d'aujourd'hui ne semblent pas beaucoup se soucier de l'inquiétude que l'émergence de leur pays fait naître chez leurs voisins.

page 187

La Première Guerre mondiale et la balkanisation du Moyen-Orient

Par **Georges Corm**

Si les Balkans et les problèmes de l'Europe centrale et orientale ont constitué la poudrière allumant le feu des deux guerres mondiales du xx^e siècle, le Moyen-Orient est aujourd'hui la poudrière du xxi^e siècle et pourrait conduire à une nouvelle conflagration militaire généralisée.

page 199

Turquie : le syndrome de Sèvres, ou la guerre qui n'en finit pas

Par **Dorothee Schmid**

Les variations infinies du discours politique turc autour du motif de Sèvres semblent désormais notablement anachroniques, de plus en plus décalées des rapports de forces réels, aussi bien sur le plan régional qu'en Turquie même.

page 215

LECTURES

Les Somnambules. Été 1914 : comment l'Europe a marché vers la guerre,
de **Christopher Clark**

Par **Jean-Yves Le Naour**

Turquie : le syndrome de Sèvres, ou la guerre qui n'en finit pas

Par **Dorothee Schmid**

Dorothee Schmid est responsable du programme Turquie contemporaine de l'Ifri.

Le traité de Sèvres symbolise pour les Turcs la liquidation de l'Empire et l'action des puissances extérieures pour démembrer la Turquie. L'effet historique du traité survit sous forme de syndrome, justifiant une vision obsidionale de la survie nationale. Au-delà de l'actuel néo-ottomanisme, un dialogue repensé avec l'Europe pourrait peut-être donner au pays un rapport nouveau à sa mémoire et l'aider à dépasser un syndrome manié par toutes les composantes de sa classe politique.

politique étrangère

La Première Guerre mondiale a séparé l'Europe de la Turquie. Le constat s'impose, alors que la commémoration de son centenaire rassemble les nations d'Europe de l'Ouest dans le souvenir d'un désastre historique qui a engendré d'autres épreuves finalement unificatrices. La Turquie sacrifie de son côté à un récit parallèle : celui de la gestation de la nation turque moderne à partir d'un Empire ottoman défait. La pulsion nationaliste reste vive et 2015 célébrera plus en Turquie la bataille des Dardanelles qu'elle ne marquera le souvenir du génocide arménien.

La mémoire est pourtant secouée aujourd'hui dans le pays sur un fond d'éternel questionnement identitaire. La fabrique de l'histoire y a produit tout au long du xx^e siècle un récit positif intégrateur, surmontant le cauchemar de la fin de l'Empire, triant et mettant en ordre les événements depuis la fondation de la République. Mais des failles apparaissent désormais çà et là, des débats s'ouvrent sur un passé à découvrir pour beaucoup. Un questionnement s'esquisse ainsi sur un motif historique persistant et fondateur de la conscience collective turque contemporaine : le traité de Sèvres, dont les clauses léonines furent imposées en 1920 à l'Empire par les pays vainqueurs. Un traité fantôme, remplacé en 1923 par le traité de Lausanne, mais qui reste le point de départ d'une peur réflexe chez les Turcs : la hantise de la trahison et de la perte, couramment désignée par l'expression « syndrome de Sèvres ».

Les variations infinies du discours politique turc autour du motif de Sèvres semblent désormais notablement anachroniques, de plus en plus décalées des rapports de force réels, aussi bien sur le plan régional qu'en Turquie même. Le trauma initial, jamais dépassé, dont le souvenir est cultivé par les générations politiques successives, perpétue en Turquie une obsession sécuritaire. La survivance du syndrome et son instrumentalisation tactique par certains acteurs du système de pouvoir sont finalement révélatrices des empêchements de la démocratie turque, longtemps confinée dans un entre-soi paranoïaque.

La Première Guerre mondiale vue de Turquie

La Première Guerre mondiale a laissé sur la Turquie une empreinte particulière, s'inscrivant pour les Turcs dans un *continuum* d'affrontements de plusieurs décennies avec les puissances européennes et qui se poursuivent jusqu'en 1922. La République de Turquie, née d'une « guerre d'indépendance » refondatrice, est le vainqueur paradoxal d'une guerre qui a achevé l'Empire.

Choisir son camp

Lorsqu'il s'engage dans le premier conflit mondial aux côtés de la Triple Alliance, l'Empire ottoman, en guerre continue contre les poussées nationales de ses provinces, est déjà très affaibli. Désigné « homme malade » dès 1853 par le tsar Nicolas I^{er}, il se désagrège sous l'œil inquiet et intéressé des principales puissances européennes. Les Jeunes-Turcs du Comité Union et Progrès (CUP), qui ont pris le pouvoir en 1908, hâtent la catastrophe en tentant de restaurer un centralisme autoritaire, et les deux guerres balkaniques de 1912 et 1913 achèvent de détacher de l'Empire ce qui lui restait des Balkans. Les Turcs ont ainsi perdu avant la guerre la quasi-totalité de la Turquie d'Europe et ils ne gardent, à l'ouest des détroits, que la Thrace orientale.

Ce rétrécissement accéléré du territoire ottoman est anxiogène et il a de lourdes conséquences : des massacres à grande échelle précipitent le retour de centaines de milliers de musulmans des Balkans vers l'Anatolie et pèsent sur les équilibres politiques. Le spectre du démantèlement final se dessine et le creuset nationaliste turc est en ébullition. C'est donc dans des conditions de faiblesse extrême et de forte instabilité que l'Empire entre en novembre 1914 dans le grand conflit des impérialismes européens.

De quel côté doit-il se ranger ? L'histoire de ses amitiés européennes est riche de retournements¹, le CUP est divisé, mais l'ennemi principal est

1. Sur les rapports denses et complexes entre puissances européennes et Ottomans, voir J.-F. Solnon, *Le Turban et la Stambouline. L'Empire ottoman et l'Europe, xv^e-xx^e siècles, affrontement et fascination réciproques*, Paris, Perrin, 2009.

à cette époque la Russie, qui a précipité la chute des Balkans et convoite les détroits du Bosphore et des Dardanelles. Les ambitions de la France et de l'Angleterre au Moyen-Orient constituent une autre menace et leur tutelle financière a mis l'Empire économiquement à genoux. L'Allemagne, responsable de la modernisation de l'armée ottomane, apparaît comme la seule amie naturelle. C'est un CUP animé d'un rêve nationaliste expansionniste désormais tourné vers l'Asie centrale et soucieux d'affermir son pouvoir qui déclenche les hostilités contre la Russie.

La guerre ne sera qu'une série de catastrophes pour les Turcs, à l'exception de la bataille des Dardanelles. Leur résistance héroïque à Gallipoli, où s'illustre le lieutenant-colonel Kemal Atatürk alors promu « pacha » (général), a probablement retardé la fin du conflit de deux ans pour l'Entente – expliquant en partie l'extrême sévérité des conditions imposées à l'issue de la guerre. La tentative d'extermination des Arméniens à partir de 1915 vaut également l'opprobre aux Ottomans. À l'automne 1918, l'effondrement de la Bulgarie ouvre aux Français la voie de la Thrace orientale et l'armée ottomane se rend sans condition en octobre, en rade de Moudros. Le CUP s'autodissout, ses *leaders* Enver, Djemal et Talaat Pacha s'exilent, mais la guerre continue. Les Grecs, qui ont pris Smyrne, se lancent à l'assaut de l'Anatolie ; Italiens et Français s'emparent de régions entières dans le Sud ; les Arméniens survivants tentent de consolider leur présence dans le Caucase et de se réimplanter en Cilicie. En mars 1920, Istanbul est occupée par les Français et les Britanniques. Le dernier sultan ottoman, Mehmet VI, choisit de coopérer avec les Alliés et se résigne en août à signer le traité de Sèvres.

Sèvres, stade ultime de la perte

Le traité de Sèvres impose un traitement exceptionnellement sévère aux Ottomans. Son intention première est bien de les punir pour leur participation à la guerre et pour les crimes commis, mais il entend aussi satisfaire les appétits franco-britanniques en Orient. Taner Akçam estime qu'il sanctionne également le rejet définitif des Turcs hors d'Europe et venge tardivement la prise de Constantinople².

L'Empire est dépecé et ses territoires changent de mains. Les provinces arabes passent sous tutelle britannique (Palestine, Transjordanie, Irak) et française (Syrie, Liban). Le territoire restant est divisé en zones d'influence entre occupants : France, Italie et Grèce. Le sort des minorités, qui

2. T. Akçam, « The Treaties of Sèvres and Lausanne : An Alternative Perspective », in *From Empire to Republic: Turkish Nationalism and the Armenian Genocide*, Londres et New York, Zed Books, 2004, p. 180-207.

préoccupe les puissances européennes depuis le XIX^e siècle, est largement abordé. La protection des chrétiens de Turquie est assurée. Surtout, l'application du principe des nationalités et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes impose de rattacher à la toute jeune République d'Arménie, née de l'effondrement de l'Empire russe, une partie des régions arméniennes de l'Anatolie. Les Kurdes obtiennent de leur côté un « territoire autonome » dans le Sud-Est de l'Anatolie.

La liberté de circulation est imposée dans les détroits, démilitarisés et administrés par une Commission internationale. La Turquie est sommée de livrer sa flotte et de réduire son armée à 15 000 hommes et 35 000 gendarmes. La défaite est aussi actée du point de vue économique : les capitulations, abolies au début de la guerre, sont élargies à l'ensemble des vainqueurs et les finances et l'administration turques passent sous contrôle anglo-franco-italien.

Sèvres achève donc l'Empire avec minutie, du point de vue territorial, national, matériel et symbolique.

Le sursaut national : la Turquie, vainqueur paradoxal

Les Alliés, qui semblent avoir négligé l'importance du mouvement national turc, s'aperçoivent assez vite de leur incapacité à appliquer le traité (qui ne sera jamais ratifié) et certains d'entre eux appellent à sa révision. La sévérité des clauses de Sèvres est en effet telle qu'elle rallie à Mustafa Kemal, entré en résistance, une bonne partie de la population turque et la plupart des notables kurdes. C'est « la guerre continuée, la guerre recommencée³ » : de mai 1919 à juillet 1923, les nationalistes turcs se battent à la fois contre le sultan, qui a trahi l'Empire, contre la République d'Arménie, qui passe sous contrôle du nouveau pouvoir soviétique et devra restituer aux Turcs lors du traité de Kars 60 % du territoire acquis, et contre les armées européennes d'occupation.

Français et Italiens se retirent assez rapidement, mais la reconquête est plus longue contre les forces grecques. Elle s'achève en septembre 1922 par la prise de Smyrne et l'incendie de la ville. Kemal, qui gagne dans l'opération le titre de *Gazi* (le victorieux), peut alors imposer aux anciens vainqueurs un règlement plus favorable à la Turquie : le traité de Lausanne, signé le 24 juillet 1923, marque définitivement la fin de la Première Guerre mondiale. Il accorde à la Turquie sa pleine souveraineté et garantit son

3. S. Audoin-Rouzeau et C. Prochasson, introduction de l'ouvrage publié sous leur direction, *Sortir de la Grande Guerre. Le monde et l'après-1918*, Paris, Tallandier, 2008, p. 18.

unité territoriale : les frontières n'ont pas bougé depuis lors, hormis le rattachement du sandjak d'Alexandrette, donné par les Français en 1938.

Si le sort des provinces arabes et du Dodécanèse (devenu italien) est inchangé, pratiquement toutes les autres clauses du traité de Sèvres sont corrigées. C'est la fin du contrôle des Alliés sur les finances et les forces armées turques, la fin des capitulations, la suppression de la zone démilitarisée autour du Bosphore et des Dardanelles, qui restent cependant ouverts à la circulation internationale. Il n'est plus fait mention d'une Arménie ou d'un Kurdistan. La troisième section du traité consacre les droits et la protection des minorités, définies sur un critère purement religieux : Arméniens, Grecs et juifs. Des transferts de population massifs sont prévus entre Grèce et Turquie pour assurer l'homogénéité démographique des territoires.

Les Turcs sortent vainqueurs de plus de dix années de guerre quasiment ininterrompue, mais leur victoire est évidemment paradoxale : l'Empire ottoman est bien mort et la Turquie est dans un état d'épuisement absolu. Surtout, l'effet de Sèvres se prolonge : ses conséquences seront énormes. Le traité de Versailles a préparé le terrain pour la barbarie nazie et enfanté la Seconde Guerre mondiale, et le traité de Trianon rallié les Hongrois à l'Allemagne nazie dans un espoir révisionniste. Les Turcs ont, eux, obtenu la correction du traité considéré comme injuste, mais Lausanne n'a pas effacé Sèvres de la mémoire collective. La Hongrie a son « syndrome de Trianon⁴ » ; la Turquie aura son « syndrome de Sèvres », à ceci près que Sèvres n'a pas été mis en œuvre. Les Européens refoulés du territoire, le traité de Sèvres continue de témoigner de leur intention destructrice à l'égard des Turcs. Sèvres, traité fantôme, reproduit en Turquie l'effet du « membre fantôme » : la souffrance collective perdue et la répétition possible de la catastrophe de 1920 obsède les Turcs.

Une « victoire » turque paradoxale

La Turquie se construit entre fierté de la victoire nationale et traumatisme absolu de la perte, réelle et fantasmée, de l'Empire. Kemal, devenu Atatürk (le père des Turcs), établit le nouveau pays dans un double mouvement contradictoire de fermeture politique à l'Europe et d'occidentalisation accélérée des institutions et des mœurs. La Turquie campe au seuil d'un continent qui va sombrer à nouveau ; elle revit en boucle, dans un cauchemar savamment entretenu, les événements qui l'en ont détournée.

4. K. Gerner, « Between the Holocaust and Trianon – Historical Culture in Hungary », in M.L. Davies et C.-C. W Szejnmann (dir.), *How the Holocaust Looks Now: International Perspectives*, Londres, Palgrave Macmillan, 2007, p. 97-106.

Extension du domaine de Sèvres : la Turquie en otage

C'est la dynamique de la guerre patriotique qui a sauvé la Turquie. Le nationalisme devient pour longtemps la principale ressource politique d'un pays sur le qui-vive. Malgré l'évolution fondamentale des paramètres ayant dicté le traité de Sèvres, son souvenir entretient un ensemble de réflexes de protection qui perdent progressivement tout rapport avec la réalité. Le « syndrome de Sèvres » maintient dès lors la Turquie dans un système d'enfermement très particulier.

Apparition et déclinaisons du syndrome de Sèvres

Invasion de l'extérieur ; trahison des minorités chrétiennes ; trahison des élites ottomanes elles-mêmes : Hamit Bozarslan résume ainsi la triple catastrophe qui sous-tend la réaction kémaliste à partir de 1919⁵. Le récit national qui en découle – magistralement illustré par le *Nutuk*, ce discours fleuve que le *Gazi* prononce en octobre 1927 devant les députés turcs – intègre ces éléments selon une ligne historique simple, pour en tirer une vision politique régénérant et protégeant tout à la fois le pays. Modernisation forcée, étatisme, homogénéisation culturelle et exaltation du caractère national turc sont à la base de l'utopie progressiste kémaliste. Peut-être ne se distancie-t-elle des idéologies fascisantes de son temps que sur un point : elle n'est pas impérialiste. Le paradoxe du binôme Sèvres-Lausanne demeure. En effet, ce sont les folies de l'Empire qui ont accouché de la résistance turque.

La matrice émotionnelle très particulière de l'après-guerre, que l'on retrouve ailleurs en Europe, interagit avec le cadre idéologique kémaliste pour produire le « syndrome de Sèvres ». Le souvenir de la catastrophe de 1919 nourrit la peur d'autres pertes et l'obsession primordiale de la défense des frontières nouvelles. La crainte de voir le territoire turc à nouveau disloqué pour satisfaire aux visées impérialistes occidentales devient l'obsession collective. Le syndrome consolide ainsi le sentiment d'appartenance des Turcs, en les appelant constamment à défendre la patrie en danger contre l'envahisseur.

S'il est difficile de situer l'origine exacte de l'expression « syndrome de Sèvres », passée en Turquie dans le langage courant et qui fait même l'objet de sondages d'opinion⁶, le moment de son apparition et son évolution historique ont été minutieusement documentés par l'historienne

5. H. Bozarslan, « Empire ottoman, Turquie, monde arabe : de la fin de la guerre à la fin de l'Empire », in S. Audoin-Rouzeau et C. Prochasson, *op. cit.*, p. 329.

6. Sondage « Mesure du syndrome de Sèvres », réalisé par l'International Republican Institute en décembre 2006, cité par L. Hovsepyan dans *The Fears of Turkey: Manifestations of the "Sèvres Syndrome" in Turkey's Socio-Political Discourse*, Erevan, Yerevan Information and Public Relation Center, 2012, p. 42.

turco-américaine Fatma Müge Göçek⁷. Elle décrit le passage progressif d'une peur originelle, ancrée dans la réalité historique, à un système de pensée largement paranoïde dans la Turquie kémaliste, et qui se maintient jusqu'à la période actuelle en mutant de façon marginale.

L'identification et la désignation de l'ennemi sont au cœur du mécanisme. On peut voir l'expression de ce syndrome dans toutes les accusations portées contre les pressions étrangères aujourd'hui encore régulièrement émises par les hommes politiques, l'armée ou certains intellectuels, qui rappellent les souffrances passées ou mettent en garde contre « un nouveau Sèvres⁸ ». Les minorités, associées aux Européens de l'Ouest et à la Russie dans leur travail de sappe, peuvent toujours se transformer en ennemi intérieur ; la culture ottomane et sa tradition de mixité, qui ont amené les Turcs à leur perte, sont vues comme suspectes...

L'obsession de l'ennemi

L'étranger est bien le protagoniste central de cette obsession. Sa définition – large – a évolué au xx^e siècle, tenant compte des nouveaux équilibres internationaux et surtout des équilibres politiques internes. L'ennemi extérieur est l'Occident, pris dans un sens de plus en plus large, en partant du noyau des puissances européennes effectivement les plus impliquées dans la désagrégation finale de l'Empire et l'affaire de Sèvres – Britanniques, Français, Grecs. La Russie soviétique, alliée de circonstance dans les années 1920, sera intégrée avec la guerre froide dans le spectre des menaces. Les États-Unis y sont souvent associés, notamment lorsqu'ils soutiennent les Kurdes au Moyen-Orient. L'Union européenne (UE) elle-même est aujourd'hui régulièrement accusée de vouloir démanteler la Turquie en soutenant d'hypothétiques revendications territoriales arméniennes ou kurdes. Quant à l'ennemi intérieur, la « cinquième colonne » recrute d'abord parmi les minorités reconnues à Lausanne : Arméniens et Grecs avant tout, juifs plus récemment ; les Kurdes rejoignent la liste des traîtres à la patrie dès que leur lutte pour la reconnaissance identitaire tourne à l'affrontement – l'insurrection menée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) contre l'État turc à partir de 1984 les a définitivement fait passer du côté obscur du récit.

La crainte de modifications de frontières en faveur des Arméniens ou des Kurdes sort directement des clauses concernées de Sèvres. Mais la

7. Entretien avec Fatma Müge Göçek, janvier 2014 ; voir son ouvrage *The Transformation of Turkey: Redefining State and Society From the Ottoman Empire To the Modern Era*, Londres et New York, I.B. Tauris, 2011, particulièrement le chapitre « Why Is There Still a "Sevres Syndrome" ? An Analysis of Turkey's Uneasy Association with the West », p. 98-185.

8. L. Hovsepyan recense de façon très exhaustive les circonstances dans lesquelles il est encore fait expressément mention du traité dans le discours public turc ; *art. cit.*

perception des contours du pays montre aussi l'ambiguïté d'un syndrome qui hésite toujours entre position défensive et offensive : des cartes ponctuellement publiées dessinent ainsi une « grande Turquie » qui peut réintégrer les provinces irakiennes de Mossoul et de Kirkouk ou se réapproprier le territoire de l'actuelle Arménie⁹. L'occupation turque de la partie nord de Chypre après 1974 permet aussi d'associer ce territoire à la Turquie sur un critère ethnique (la présence de Turcs chypriotes) : dénoncer la partition de Chypre, c'est donc mettre en danger l'intégrité de la Turquie...

Le syndrome se transforme et s'étend ainsi au fil des circonstances, connaissant de significatives poussées dans les moments de tension ou de recomposition géopolitique. Après la Seconde Guerre mondiale, la Turquie fut ainsi taraudée par la crainte d'éventuelles réclamations sur ses frontières à l'initiative de l'URSS ; les bouleversements politiques provoqués par la chute du mur de Berlin ont, plus tard, réveillé ces appréhensions. En 2003, la Turquie craignait que l'intervention américaine en Irak ne relance le sécessionnisme kurde. La crise syrienne braque aujourd'hui les projecteurs sur les frontières du Moyen-Orient issues des accords Sykes-Picot de 1916 et alimente encore la peur d'un nouveau Sèvres.

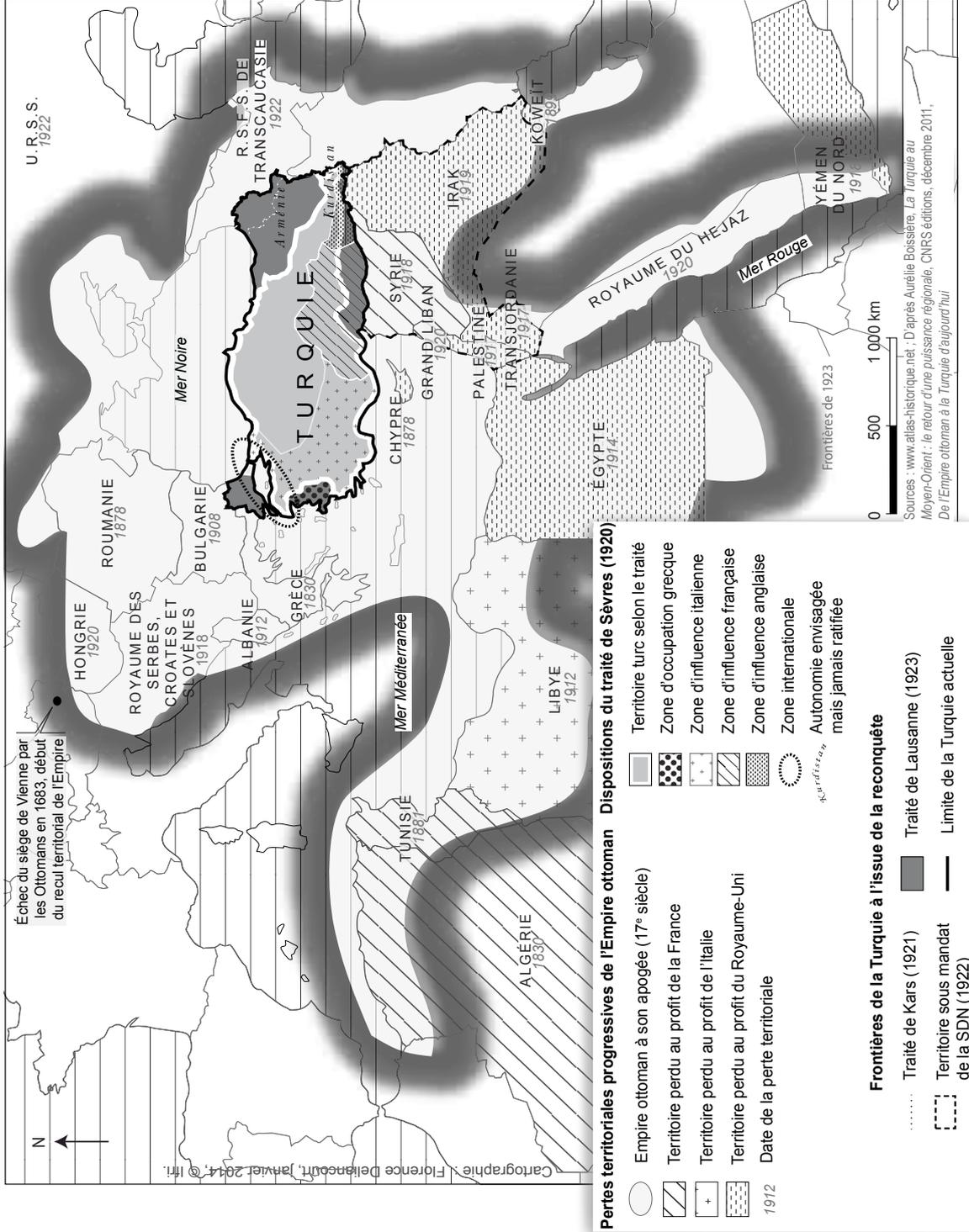
Les relais du syndrome

Comme dans tout processus paranoïaque, la désignation récurrente de nouveaux ennemis peut produire des ennemis réels. Un courant critique porté par des universitaires travaillant généralement hors de Turquie analyse désormais ces obsessions collectives et conteste l'interprétation systématique de toute réalité politique au prisme de la catastrophe de Sèvres. Et si Taner Akçam ou Fatma Göcek prennent le risque de se situer dans le camp des « renégats », c'est qu'ils prennent la mesure des blocages induits par la prévalence du syndrome dans la culture politique turque.

L'enquête historique sur ce syndrome part de l'interrogation classique : « À qui profite le crime ? » Et la réflexion qui en découle tient plus de la sociologie du pouvoir que de la géopolitique. Surpris par la rémanence et le caractère de plus en plus anachronique du syndrome, les historiens explorent la piste de son utilité sociale. Ils confirment que sa diffusion dans la conscience collective serait d'abord imputable aux kémalistes, qui ont longtemps dominé le système des pouvoirs en Turquie : ils auraient intentionnellement entretenu et transmis le syndrome de Sèvres à des générations successives de Turcs, notamment par le biais de l'éducation – car la Turquie est un pays où les enfants apprennent à l'école primaire qu'ils sont

9. L. Hovsepyan décrit une « guerre des cartes » : *art. cit.*, p. 31-39.

Du traité de Sèvres à la Turquie moderne



entourés de « trois mers et quatre ennemis¹⁰ ». La structuration systématique du débat politique autour du thème de la menace a fait le reste.

Fatma Göçek distingue, en fait, trois phases de consolidation du syndrome, correspondant à trois phases d'évolution – implicitement, de dégénérescence – de l'idéologie kémaliste. Le problème apparaît pendant la période du « kémalisme historique », du vivant même d'Atatürk, alors que la guerre est encore un souvenir proche et les souffrances associées très présentes. Puis vient le moment du « kémalisme gardien », où les militaires contrôlent le pouvoir pour conserver et défendre l'héritage politique de Kemal ; le syndrome s'ancre dans la société turque, de plus en plus en décalage avec les faits, et se donne de nouveaux points de fixation. Le troisième temps couvre à peu près les deux dernières décennies : c'est l'époque du « kémalisme hétérodoxe », où des groupes ultranationalistes redéfinissent le kémalisme en fonction de leurs propres intérêts, défendant une vision de la Turquie de plus en plus isolée du monde. Dans ce groupe, les militaires toujours, et les partis d'extrême droite comme le MHP (Milliyetçi Hareket Partisi, Parti d'action nationaliste), sont les relais les plus efficaces du syndrome.

La contagion est en fait très large : le thème de Sèvres devient avec le temps largement trans-partis, les islamistes eux-mêmes le reprenant à l'occasion. Lorsque la Turquie conclut une union douanière avec l'UE en 1996, Necmettin Erbakan, *leader* du Refah Partisi (Parti du bien-être), ancêtre de l'AKP actuellement au pouvoir (Adalet ve Kalkınma Partisi, Parti pour la justice et le développement), affirme ainsi que l'accord aura les mêmes conséquences que le traité de Sèvres et les *Tanzimat*, ces édits de modernisation émis par les sultans ottomans à partir de 1839 et réputés avoir conduit l'Empire à sa perte. Il appelle donc à entreprendre une guerre de libération¹¹.

Le syndrome de Sèvres se double en effet souvent d'un « syndrome des *Tanzimat* » : la crainte de réformes imposées de l'extérieur à la Turquie, comme elles l'ont été à un Empire ottoman pratiquement soumis aux impératifs européens dès le milieu du XIX^e siècle. Pour Baskın Oran, qui parle de « paranoïa de Sèvres », ces différents syndromes sont des réflexes défensifs, qui se développent en Turquie dans les périodes de modernisation accélérée. Les réformes pro-européennes des 15 dernières années rappelleraient les transformations kémalistes brutales des années 1920,

10. T. Jossieran, « Turquie : repenser l'Empire. La nouvelle politique étrangère turque », *Diploweb*, 16 septembre 2011, disponible sur <www.diploweb.com/Turquie-repenser-l-Empire.html>.

11. Cité par L. Hovsepian, *art. cit.*, p. 50.

réactivant un sentiment d'insécurité atavique. Le syndrome de Sèvres est donc conservateur : l'obsession des forces sociales qui l'entretiennent est de préserver leur place dans la distribution existante du pouvoir, en partant d'un noyau de décision « turc blanc » – « *beyaz Türk*¹² ».

Le pays enfermé

Le syndrome de Sèvres contraint la culture politique turque à l'enfermement. Cette idéologie de survie kémaliste dégradée a contaminé le champ politique extensivement, jusqu'à pratiquement le stériliser, et explique largement la difficulté des avancées démocratiques en Turquie. Elle consolide en effet une culture sécuritaire invasive, maintenant le pays dans une sorte d'état d'urgence permanent qui justifie privations de liberté et exactions.

Le dommage le plus évident concerne la façon dont sont perçues et traitées les minorités. Les ennemis de la Turquie sont invariablement définis par des critères ethniques ou religieux : non-Turcs ou non-musulmans. Les Kurdes, qui ne sont pas une minorité au sens du traité de Lausanne, souffrent d'ostracisme permanent entre deux épisodes de répression. Les Arméniens sont sous surveillance, d'autant que les efforts de la diaspora pour la reconnaissance du génocide sont considérés comme un complot destiné à dénigrer la Turquie et à obtenir *in fine* des rectifications de frontières. Beaucoup de Turcs se perçoivent, dans ce contexte, comme des victimes¹³.

La peur est un formidable outil de domestication sociale. L'inquiétude inspirée par des événements réels est ici récupérée par l'État, qui se charge de définir précisément les menaces puis d'organiser la résistance. En Turquie, l'État, qui a sauvé la Nation d'une disparition programmée par les Européens, a pour mission d'assurer la sécurité des citoyens avant de se préoccuper de leur bien-être ; la soumission à ses volontés est un devoir moral et social. Le syndrome de Sèvres se fait ici syndrome de Stockholm : la remarquable tolérance de la société turque vis-à-vis des pratiques répressives découle d'un dressage de long terme aux impératifs étendus de la raison d'État. Rappelons que le pays a connu quatre coups d'États militaires, perpétrés dans des circonstances assez différentes mais toujours au prétexte de protéger la Nation du danger d'une dissolution fomentée par des ennemis intérieurs, aidés par des puissances occultes étrangères. Le Conseil de sécurité nationale (Milli Güvenlik Kurulu, MGK), organe

12. Expression qui correspond au « WASP » américain. B. Oran définit plus précisément ces conservateurs comme les « LAHASUMUT » : LAïcs, de rite HAnéfite, d'origine SUNnite, MUusulmans et Turcs ; *in La République : visions franco-turques*, interview avec Baskin Oran, Paris, Ifri, 2011, « Note franco-turque », n° 6.

13. Erevan, entretiens en marge d'un atelier de dialogue turco-arménien, octobre 2009.

par lequel les militaires ont contrôlé les agissements des gouvernements civils jusqu'en 2003, peut être vu comme une institutionnalisation du syndrome de Sèvres.

L'évocation récurrente de Sèvres irradie en fait la vie politique turque de son irrationalité ; elle banalise les pratiques de manipulation et nourrit un complotisme chronique. L'habitude d'imputer la responsabilité de toutes les crises, politiques ou économiques, à des éléments non turcs fait partie de la tradition de Sèvres. Le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, qui lutte depuis 2013 contre une contestation montante, y sacrifie encore lorsqu'il accuse des « puissances étrangères » de déstabiliser le pays¹⁴.

En politique étrangère, le syndrome de Sèvres agit comme stimulant nationaliste et empêche surtout toute relation saine avec l'Union européenne. L'UE, forme politique supranationale menaçante en soi pour un État-nation militant, est constamment soupçonnée de vouloir démembrer la Turquie en favorisant les droits des minorités. Les élites kémalistes libérales, occidentalisées, qui soutiennent théoriquement la perspective européenne, entretiennent en réalité des sentiments très contradictoires à son égard ; cette méfiance profondément ancrée est un frein endogène puissant à l'adhésion¹⁵.

Contourner, prolonger ou dépasser Sèvres : le dilemme turc

L'instrumentalisation du syndrome à des fins tactiques est devenue une pratique si banale en Turquie qu'on peut parler de tradition politique. Mais pour soigner l'obsession, il ne suffit pas de la dénoncer : il faut comprendre les fragilités qui la rendent possible.

Le syndrome et la maladie

L'interprétation « optimiste » du syndrome de Sèvres le considère simplement comme un habitus social¹⁶. Fatma Göçek affirme, quant à elle, qu'avec la fin de la guerre froide, qui libère la Turquie du poids de la menace soviétique, le syndrome est devenu une « pathologie ». On peut pourtant considérer que l'environnement particulièrement instable du Moyen-Orient post-« printemps arabes » est objectivement propice à une

14. N. Hakikat, « Rattrapé par les affaires, Erdoğan dénonce une conspiration contre la Turquie », *Le Figaro*, 30 décembre 2013.

15. Cette méfiance est parfaitement décrite dans le récit documentaire *Les Passeurs d'Istanbul*, d'Irene Van der Linde et Nicole Segers, Paris, Éditions Noir sur Blanc, 2013.

16. C'est le point de vue que développe Dietrich Jung dans l'article « The Sèvres Syndrome: Turkish Foreign Policy and its Historical Legacies », *American Diplomacy*, août 2003, disponible sur <www.unc.edu/depts/diplomat/archives_roll/2003_07-09/jung_sevres/jung_sevres.html>.

poussée du syndrome. Certains commentateurs turcs n'ont-ils pas relevé l'étrange prise de responsabilité des Britanniques et des Français dans la conduite des opérations de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en 2011 en Libye – annonciatrice d'un nouveau Sykes-Picot¹⁷ ?

La piste pathologique nous entraîne du côté de la psychiatrie pour comprendre et soigner le problème – ou au moins vers la psychanalyse, qui avait précisément trouvé un terrain d'étude singulier dans les névroses de guerre issues du premier conflit mondial. À partir des descriptions cliniques de l'époque fournies par un Freud ou un Ferenczi¹⁸, on pourrait facilement caractériser le syndrome de Sèvres comme une forme de névrose d'angoisse apparaissant après un choc traumatique extrême, en l'occurrence collectif – série de guerres ininterrompues, chute de l'Empire, accouchement au forceps de la Turquie moderne. Un déplacement se produit ensuite qui aboutit à des fixations obsessionnelles plus ou moins étranges. Le sociopsychologue américain d'origine chypriote turque Vamık Volkan, qui tente depuis plusieurs décennies de déchiffrer les strates de la psyché nationale, soutient que les nations se fondent sur le processus de mythification d'un « traumatisme choisi¹⁹ ». Décrivant les ateliers de réconciliation qu'il a menés dans les années 1990 dans les sociétés postsoviétiques, il lâche au détour d'une interview une phrase dont l'écho semble évident : « Nous savions que l'effondrement d'un empire est une chose horrible – qu'on le veuille ou non²⁰ ». Sur cet effondrement se cristallisent des processus de construction identitaire, producteurs de nouveaux conflits.

Sèvres : habitus social ou pathologie ?

Encore s'agit-il d'admettre que les comportements décrits sont partiellement délirants ; en Turquie même, il reste difficile de suggérer que c'est l'impossible dépassement des événements qui pose problème. Pour surmonter le syndrome, il est essentiel de reconnaître les fragilités fondamentales qu'il révèle. La Turquie vit une perpétuelle crise d'identité car son système de valeurs postottoman, qui plaque des explications simples sur une réalité humaine et sociale complexe, concentrée à l'extrême par les pertes territoriales subies, est pétri de contradictions. Le rapport verrouillé à l'autorité qu'on constate aujourd'hui procure à la société turque une forme de réassurance paradoxale²¹.

17. Y. Kanli (cf. note 20), « New Sykes-Picot Deal? », *Hürriyet Daily News*, 27 mars 2011.

18. S. Freud, S. Ferenczi et K. Abraham, *Sur les névroses de guerre*, choix de textes, Paris, Payot, 2010.

19. V.D. Volkan, « Chosen Trauma, The Political Ideology of Entitlement and Violence », Berlin Meeting, 10 juin 2004, disponible sur <www.vamikvolkan.com>.

20. « Putting Enemies on the Couch: Vamık Volkan's Unofficial Diplomacy », *The University of Virginia Magazine*, printemps 2007.

21. Fatma Göçek note que l'État et la société « restent à l'abri dans leurs insécurités » ; *op. cit.*, p. 110.

La voie néo-ottomane : contourner Sèvres, ou le dépasser

L'*ottomania* qui a récemment saisi la Turquie est parfois présentée comme une voie de guérison du syndrome²². Elle accompagne la vision ambitieuse de politique étrangère du ministre Ahmet Davutoğlu. Celui-ci veut redonner à la Turquie la place qu'elle mérite dans le monde, en se fondant sur la puissance mobilisatrice de l'identité musulmane dans des espaces un temps contrôlés par l'Empire (Moyen-Orient, Balkans) et au-delà (Afrique, Asie). Prônant un *soft power* de réconciliation, Davutoğlu veut oublier la défaite de la Première Guerre mondiale et minimiser la reconquête kémaliste ; il estime que la solution serait finalement d'oublier Sèvres et non de le dépasser²³. Le ministre voit les divisions héritées de Sèvres comme une pure création de l'Occident, qui a imposé à la Turquie son obsession des différences ethniques et religieuses. L'objectif est *a contrario* de rebâtir une fierté nationale fondée sur un continuum consensuel entre la Turquie et son environnement régional – le fameux « zéro problème avec les voisins », qui dissout toutes les barrières érigées par la Turquie républicaine.

En réactualisant le mythe – au moins partiel – de l'Empire multiculturel et tolérant, Davutoğlu nie cependant l'usage constant fait par les Ottomans de la religion et de l'appartenance ethnique comme outil de gestion de l'Empire et la puissance de leur nationalisme. La fiction du schéma imposé empêche encore d'intégrer Sèvres comme un moment du développement politique turc en soi. Pis, les manœuvres néo-ottomanes de l'AKP renforcent *in fine* la paranoïa de certains observateurs kémalistes, qui considèrent que ranimer le passé entraînera fatalement... un nouveau Sèvres²⁴.

La passion ottomane de l'AKP rejoint en fait sur bien des points l'appétence pour la manipulation historique de la classe politique turque traditionnelle. Or c'est finalement bien une transformation du rapport à l'histoire qui pourrait rouvrir le jeu. Le ressassement constant du passé prive d'abord la Turquie de toute vision d'avenir. Loin d'apparaître comme une projection vers le futur, l'évocation incantatoire du centenaire de la République, qui sera fêté en 2023, assure plutôt efficacement le verrouillage de l'horizon par un retour aux origines – la célébration des héroïques années 1920...

Mais le syndrome de Sèvres trahit surtout un rapport partiel et administré à la mémoire, qui consolide blocages en tout genre et isolement

22. Entretien, Özgür Ünlühisarcıklı, GMF Ankara, septembre 2013.

23. J. Pilch, « Turkey's Recent National Role Conceptions and Shifts in its Foreign Policy », mémoire de master, Budapest, 2012, p. 24, disponible sur <www.etd.ceu.hu/2012/pilch_jakub.pdf>.

24. L. Hovsepian, *art. cit.*, p. 62.

volontaire. Olivier Abel explique ainsi l'impossible dialogue avec la diaspora arménienne par la distance méthodologique qui sépare les deux parties, la force de l'historiographie nationale turque se heurtant à la mémoire intime des événements de 1915 cultivée par les familles des rescapés. L'auteur se demande si « la société turque peut [...] briser le discours de l'amnésie sans voler elle-même en éclats, sans perdre le socle de son identité²⁵ ». Effort sans doute indispensable : pour dépasser enfin Sèvres, F. Göçek suggère justement un travail urgent de contextualisation historique. Un travail qui pourrait utilement s'engager dans un dialogue avec l'Europe – pour parvenir à un récit partagé du premier conflit mondial et en finir, 100 ans après, avec la guerre.



Mots clés

Turquie
Empire ottoman
Traité de Sèvres
Néo-ottomanisme

25. O. Abel, « Le conflit des mémoires. Débris ottomans et Turquie contemporaine », *Esprit*, n° 1, 2001, p. 124-139.